



*Département
Opinion
Publique*

pour

**Acteurs
publics**

Le Monde

Les Français et le premier semestre de présidence de Nicolas Sarkozy

Décembre 2007



Note méthodologique

Etude réalisée pour : **Acteurs Publics - Le Monde**

Echantillon : Echantillon de **958** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

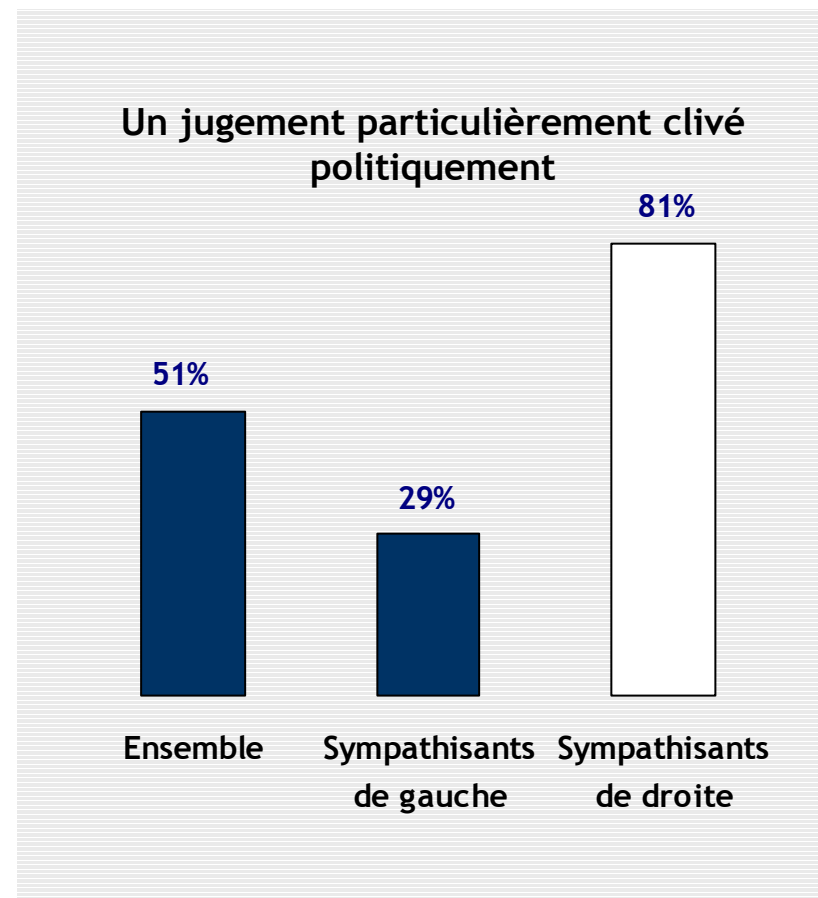
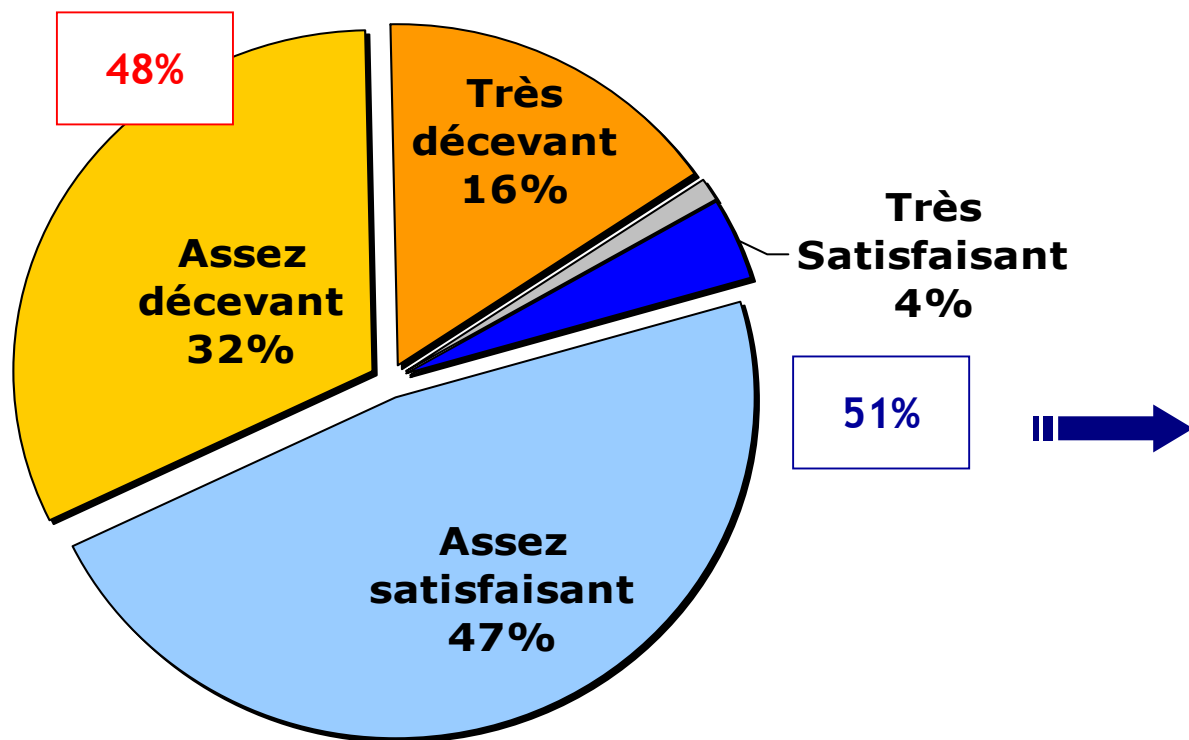
Dates de terrain : Du 13 au 14 Décembre 2007



Les résultats de l'étude

Le jugement porté sur le premier semestre de présidence de Nicolas Sarkozy

Question : Le bilan du premier semestre de présidence de Nicolas Sarkozy vous semble-t-il... ?

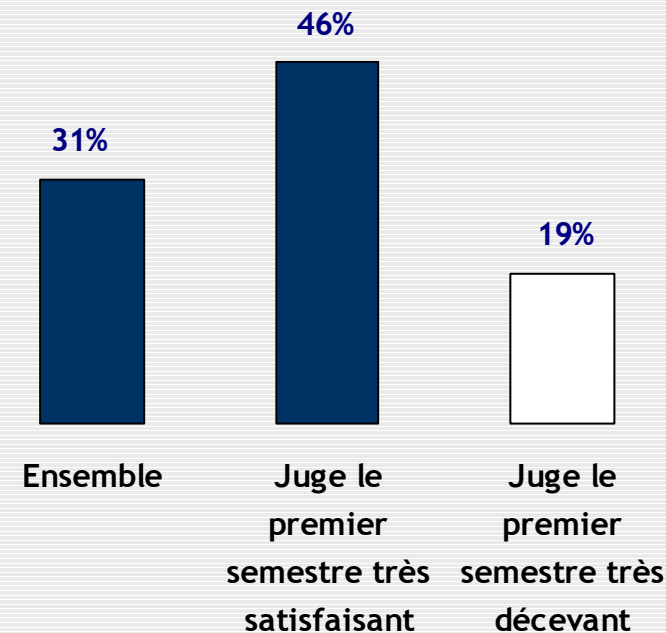


Les domaines dans lesquels Nicolas Sarkozy a remporté le plus de succès

Question : Selon vous, quels sont les deux domaines dans lequel le nouveau Président a remporté le plus de succès ?

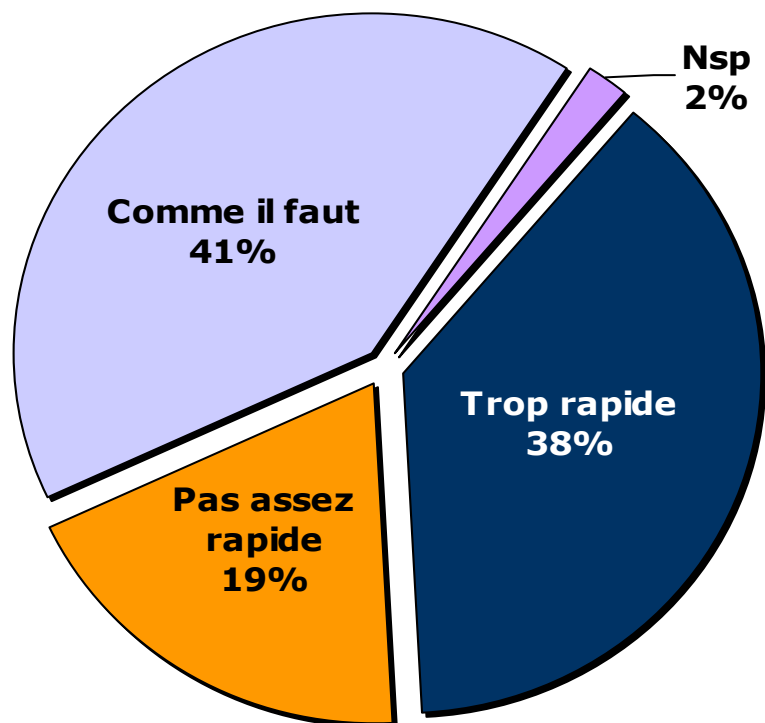


Une citation de l'action internationale tribunaire du jugement porté sur le premier semestre de présidence

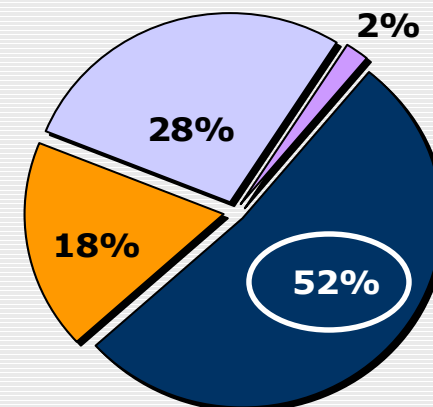


Le jugement sur le rythme des réformes engagées

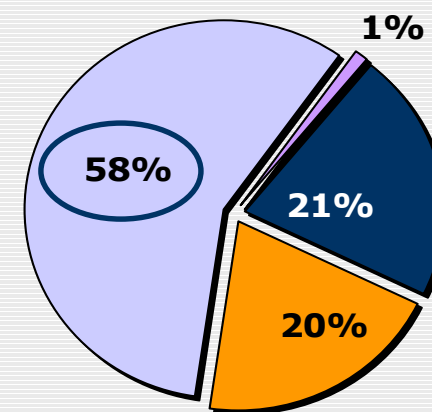
Question : Trouvez-vous que le rythme des réformes engagées par le président de la République et son gouvernement est... ?



Sympathisants de gauche



Sympathisants de droite





Les principaux enseignements

En cette fin d'année, période traditionnellement propice aux bilans de toute sorte, Acteurs Publics et Le Monde ont demandé à l'Ifop de passer au crible de l'Opinion le premier semestre du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

1. Un bilan présidentiel contrasté porté par les succès internationaux du chef de l'Etat.

Plus de sept mois après la fin des campagnes présidentielle et législative et alors que se profilent les élections municipales - première et dans un sens dernière ^[1] échéance électorale du quinquennat (sauf référendum) - l'évaluation du bilan présidentiel recèle un paradoxe. Nicolas Sarkozy apparaît d'un côté comme un président sans réelle opposition ou personnalité de taille à l'inquiéter. Récemment invités par l'Ifop et le Journal du Dimanche ^[2] à revoter 6 mois après l'élection présidentielle, les Français se montraient fidèles à leurs choix du 22 avril et du 6 mai dernier : 35% déclaraient un vote en faveur de Nicolas Sarkozy au premier tour (contre 22% pour Ségolène Royal), 55% au second tour. Pour autant, le jugement porté sur le bilan de l'action présidentielle s'avère très contrasté voire décevant.

Ainsi, une courte majorité des personnes interrogées considère ce premier semestre comme satisfaisant alors que 48% l'estiment décevant. Surtout, la part des très déçus (16%) s'avère quatre fois plus élevée que celle des personnes jugeant ce bilan très satisfaisant (4%).

Dans le détail des catégories socio-démographiques, ce jugement à l'égard des premiers mois du quinquennat génère de nombreux clivages. Il convient d'abord de relever que ce sont les deux segments extrêmes du spectre générationnel - les moins de 35 ans et les plus de 65 ans - qui évaluent le plus positivement ce premier semestre alors que celui-ci suscite une déception majoritaire parmi les catégories générationnelles intermédiaires, celles comptant le plus grand nombre d'actifs. Ensuite, la satisfaction à l'égard de ce bilan est particulièrement faible auprès des catégories populaires, à savoir les employés (38%) et les ouvriers (46%) et parmi les professions intermédiaires (45%). On note en revanche un soutien très prononcé auprès de segments traditionnels de la droite républicaine : les retraités (54%) et surtout les artisans - commerçants (64%).

Enfin, en adéquation quasi parfaite avec la carte électorale issue des élections législatives, la France de l'Est fait état de jugements largement positifs à l'égard du premier semestre présidentiel (60% dans le Nord-Est) tandis que l'Ouest exprime une nette déception (54% dans le Sud-Ouest).

^[1] Pour des raisons différentes, les élections régionales de 2010 (compte tenu de l'avance prise par la gauche en 2004) et les élections européennes de 2009 (compte tenu du désintérêt relatif de l'opinion pour ce scrutin) ont peu de chances de constituer des tests nationaux pour le chef de l'Etat.

^[2] Sondage réalisé du 31 octobre au 2 novembre auprès d'un échantillon de 1008 personnes âgées de plus de 18 ans.

D'un point de vue politique, on ne sera pas étonné de relever de très nettes fractures entre des sympathisants UMP quasi unanimes (92%) à exprimer leur satisfaction et des sympathisants socialistes très majoritairement déçus (70%). Toutefois, le concept de sarkozystes de gauche apparu au début de la campagne présidentielle a survécu aux six premiers mois du quinquennat, sans doute favorisé par la politique d'ouverture. Ce sont en effet près de 29% des sympathisants de gauche qui se disent satisfaits du premier semestre de Nicolas Sarkozy, à peine moins que les proches du Mouvement Démocrate de François Bayrou (35% seulement jugent ce bilan satisfaisant).

Au delà cette évaluation globale, la hiérarchie établie par les Français des domaines dans lequel le chef de l'Etat a obtenu le plus de succès permet d'approfondir ce ressenti de l'opinion à l'égard de cette première phase du quinquennat.

Dans ce cadre, on note une relative continuité comparé à ce que l'Ifop a observé dans ses enquêtes sur le bilan du prédécesseur de Nicolas Sarkozy, au cours de la période 2002-2007. En effet, ce sont deux domaines régaliens, à savoir l'international et la sécurité qui semblent « tirer vers le haut » ces premiers mois présidentiels. Mentionnée par 31% des personnes interrogées dans cette enquête réalisée pendant le déplacement du Colonel Kadhafi à Paris, la politique internationale sans doute portée par la libération des infirmières bulgares, le Traité de Lisbonne ou la signature de contrats lors de voyages du chef de l'Etat est le plus fortement mise au crédit du président élu, et ce dans la plupart des catégories socio-démographiques. Signe de ce consensus, on note de très faibles nuances observées entre sympathisants de l'UMP (38%) et proches du PS (33%). Ayant fait l'objet de nombreuses prises de parole de la part de Nicolas Sarkozy, précédemment ministre de l'Intérieur, la sécurité émerge en deuxième position (26%) dans ce classement des premiers succès présidentiels, malgré les violences survenues à Villiers-Le-Bel. Ici encore, on ne dénote pas de clivage politique particulier. Par ailleurs, cet enjeu est perçu comme le domaine dans lequel les succès du chef de l'Etat ont été les plus nets chez les jeunes de moins de 25 ans, les ouvriers et les habitants de la moitié Est de la France dont on connaît l'importance qu'ils accordent à la thématique sécuritaire dans leurs choix électoraux.

Derrière ces deux domaines, figurent à des niveaux de citations non négligeables l'emploi et la lutte contre le chômage (20%) ainsi que les retraites (19%), deux thématiques socioéconomiques sur lesquelles Nicolas Sarkozy a pu bénéficier pour l'une de la poursuite de l'embellie sur le front de la diminution du nombre de chômeurs, pour l'autre de la réforme des régimes spéciaux et de l'absence de réédition du scénario de 1995.

L'environnement obtient une part équivalente de mentions (19%) et devance la réforme de l'Etat (16%). Notons que la thématique environnementale mollement portée par le Grenelle recueille un soutien plus élevé chez les sympathisants de gauche (22% contre 15% à droite) alors que la réforme de l'Etat symbolisée par sa mesure la plus concrète de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux est davantage vue comme un succès par les sympathisants UMP (21%, 13% au PS).

En revanche, le chef de l'Etat a peiné à convaincre l'opinion sur l'éducation et l'enseignement supérieur (11% et ce malgré le projet de réforme des universités) et surtout sur le pouvoir d'achat. Cité par seulement 11% des interviewés, le pouvoir d'achat s'avère en cette fin d'année plus que jamais comme la préoccupation majeure des Français^[1] et le domaine pour lequel, en dépit des récentes annonces de la fin du mois de novembre, les succès de Nicolas Sarkozy sont perçus comme les moins évidents, y compris par les sympathisants UMP (12% contre 26% pour l'emploi ou les retraites).

^[1] Il s'impose pour la première fois devant l'emploi comme le problème le plus important aujourd'hui en France dans l'enquête Ifop /Paris Match des 7 et 8 décembre

2. Un débat sur le rythme des réformes.

Interrogés enfin sur le rythme des réformes, près de quatre Français sur dix approuvent le tempo présidentiel, en particulier les plus jeunes (44% chez les moins de 35 ans voire 47% parmi les personnes âgées de 25 à 34 ans) ainsi que les professions libérales et cadres supérieurs (51%). Se fait jour également un net clivage partisan : seuls 30% des sympathisants socialistes jugent que ce rythme des réformes est « comme il faut » contre près de deux tiers des sympathisants UMP. Ces derniers de par leur légitimation du tempo du président et de son gouvernement expriment clairement leur opposition à l'idée d'une pause ou d'un ralentissement du rythme des réformes, évoquée jusque dans les rangs de la majorité.

Il n'en reste que pas moins que cet enjeu du rythme de l'action présidentielle, lequel constitue chez Nicolas Sarkozy - avec l'exercice de la fonction présidentielle - le principal point de différenciation voire de rupture avec l'ère Chirac, suscite le débat dans l'opinion. 38% des interviewés estiment en effet que les réformes sont engagées de manière trop rapide. Ils sont deux fois moins nombreux à déplorer au contraire un rythme insuffisamment rapide.

Dans le détail, cette évaluation du tempo présidentiel, au delà d'une critique spécifique des personnes les plus âgées sur le rythme trop rapide des réformes, provoque avant tout un clivage de nature politique : une majorité de proches du parti socialiste (51%) désapprouve ce rythme des réformes engagées par l'exécutif. Ils ne sont que 36% au Modem et 17% parmi les sympathisants de l'UMP.

La similarité de ces clivages partisans avec ceux précédemment repérés sur l'évaluation globale du début du quinquennat, montre, s'il était nécessaire que l'appréciation du rythme d'une réforme ne peut être dissociée du jugement à l'égard de son contenu.

Frédéric Dabi

Directeur du département d'Opinion Publique de l'Ifop.